

Puigdemont, le malaise

Il a trouvé refuge en Belgique et a déjà vu un avocat !

Carles Puigdemont est bien en Belgique ! L'avocat du barreau de Bruges Paul Bekaert l'a confirmé lundi soir. Selon la presse catalane, le président destitué de la Catalogne va demander l'asile en Belgique, de même que 5 de ses ministres démis. Dimanche, le secrétaire d'Etat N-VA Theo Francken l'avait quasi invité à le faire. Cette demande d'asile crée un gros malaise au sein de notre gouvernement, qui s'enferme dans le silence.

Selon le quotidien catalan « El Periòdico », le président destitué de la Catalogne était à Bruxelles ce lundi pour rencontrer « des dirigeants flamands ». Un autre média espagnol, la chaîne

« La Sexta », affirme que Carles Puigdemont et cinq ex-conseillers de son gouvernement vont demander l'asile en Belgique. Les ex-conseillers concernés sont Meritxell Borràs (PDECat, santé), Toni Comín (ERC, intérieur), Joaquim Forn (PDECat, travail et affaires sociales) et Dolors Bassa (ERC). Le nom du dernier demeure inconnu. La chaîne précise qu'ils auraient voyagé depuis Barcelone jusqu'à Marseille en voiture d'out

ils auraient pris un jet privé jusqu'à Bruxelles. D'autres affirment qu'ils vont donner une conférence de presse ce mardi.

CONTESTER SON EXTRADITION

Lundi soir, on apprenait que Puigdemont était entré en contact avec l'avocat Paul Bekaert (Tielt), du barreau de Bruges. Ils se sont rencontrés en Belgique, mais l'avocat n'a pas précisé à quel endroit exactement. « *Il n'est pas venu dans notre pays pour demander l'asile politique* », a déclaré l'homme de loi à nos confrères de la VRT. « *Il a demandé à ce que je défende ses intérêts en Belgique, à*

l'avenir », a-t-il indiqué. Pourquoi avoir choisi Paul Bekaert ? « *Peut-être parce que j'ai l'expérience de l'extradition et de l'asile politique des Basques espagnols* », a-t-il répondu. Paul Bekaert avait défendu, avec succès, la cause du couple basque Moreno-Garcia. La Belgique avait refusé d'extrader vers l'Espagne ces deux militants présumés du mouvement séparatiste basque de l'ETA. Ils ont même fini par devenir ressortissants belges en 2001 ! L'affaire avait fait grand bruit à l'époque.

Rien n'empêche Carles Puigdemont, ressortissant de l'Union européenne, de venir en Belgique. Il peut y séjourner en toute quiétude. Mais si l'Espagne vient à délivrer un mandat d'arrêt européen à son encontre, c'est alors la question de l'extradition qui se posera. Entre pays européens, en principe, on répond aux demandes d'extradition. Le dossier ne serait plus de la compétence du Commissariat aux réfugiés (Francken, N-VA) mais de la Justice (Geens, CD&V).

Le Catalan est activement recherché par la justice espagnole. Le procureur général José Manuel Maza a indiqué qu'il ne bénéficiait plus de l'immunité parlementaire, puisqu'il a été démis de ses fonctions par le gouvernement espagnol. Il a requis des poursuites pour rébellion, sédition et malversations. Bref, l'ex-président catalan, destitué par Madrid suite à la proclamation d'indépendance de la Catalogne, est en fuite. Il trouve refuge dans notre pays. On verra pour combien de temps.

Du côté du gouvernement belge,

c'est le silence total. Un silence qui trahit un énorme malaise. Car si Puigdemont est chez nous, c'est sans doute grâce à la « bienveillance » de Theo Francken, membre du gouvernement. Dimanche, le nationaliste flamand avait déclaré que Puigdemont « pouvait demander l'asile à la Belgique », doutant qu'il puisse bénéficier « d'un procès équitable en Espagne », où il risque 30 ans de prison.

SILENCE ASSOURDISSANT

Ce lundi, les démentis ont joué sur les mots. Si Carles Puigdemont se trouve à Bruxelles, ce n'est « *sûrement pas à l'invitation de la N-VA* », a affirmé le porte-parole du parti nationaliste, Joachim Pohlmann, qui s'est refusé à confirmer ou à infirmer sa présence dans notre capitale. Au cabinet de Francken, on dément catégoriquement « *avoir eu des contacts avec Puigdemont* ».

Et Charles Michel (MR), que dit-il ? Dimanche soir, le Premier ministre avait invité Théo Francken à « *ne pas mettre de l'huile sur le feu* ». Depuis lors, il ne dit plus rien. Silence radio. La crise couve... ●

F. DE H.

Réactions en Belgique

« Charles Michel doit mettre un halte-là ! »

Charles Michel (MR) n'a pas dit un mot ce lundi sur la venue annoncée du très gênant Carles Puigdemont, dans notre pays. Depuis dimanche et sa (timide) demande à Theo Francken (N-VA) de « ne pas jeter de l'huile sur le feu », le Premier ministre ne s'est plus exprimé.

Mais il nous revient que le chef de notre gouvernement a fermement demandé à ses ministres de « ne pas avoir de contact avec Puigdemont ». Le groupe Ecolo-Groen a demandé au président de la Chambre Siegfried Bracke (N-VA) de convoquer le Premier ministre Charles Michel afin

qu'il s'explique sur la position de son gouvernement dans la crise en Catalogne, a indiqué Jean-Marc Nollet. L'attitude « d'une composante de son gouvernement » expose le pays à de graves conséquences internationales.

« Francken savait donc que Puigdemont allait demander l'asile. Et Charles Michel accepte de jouer dans la pièce de la N-VA? #gravissime », a tweeté Catherine Fonck (cdH). « Le 1^{er} ministre doit mettre un halte-là. Ça suffit cette complicité avec les politiques indépendantistes catalans! #RespectDeLEtatDeDroite ». ●

F. DE H. ET D. SW.

Réactions en Espagne

« C'est un signe de désespoir absolu »

Au sein du gouvernement espagnol, on assure ne pas être inquiet de ce voyage de Carles Puigdemont en Belgique. Pour Fernando Martínez-Mailla, secrétaire général du PP de Mariano Rajoy, cet acte est « un signe de désespoir absolu ». Il ajoute également du discrédit sur le leader catalan.

Dans le camp de Carles Puigdemont, l'annonce de son exil est restée en travers de la gorge de certains de ses fidèles soutiens. « C'est de la lâcheté, il a abandonné sa patrie. Nous avons deux de nos dirigeants emprisonnés. Il devrait les soutenir. Il oublie ce pour quoi il vit et travaille depuis des années », a affirmé un membre de son parti à la télévision nationale.

Les athlètes et artistes espagnols évitent de leur côté de prendre position à l'image de

Rafael Nadal. « Tout ce que je pourrais dire sera de toute façon déformé. La seule chose que je peux dire est que la situation est triste et en même temps difficile. Et c'est difficile de parler librement à 100% de cette situation parce qu'on va forcément faire du mal à certaines personnes. Je trouve qu'il y a suffisamment de mal qui a été causé en général », a affirmé le tennisman. ●

NOTRE OPINION

Bombe pour un Premier démineur

Didier Swysen
ÉDITORIALISTE

Qui aurait pensé, il y a deux mois à peine, que la question catalane serait une vraie bombe placée sous la table du gouvernement ? Même si l'identité de celui qui place Charles Michel dans une situation plus que délicate, Theo Francken, surprendra nettement moins de monde.

La Catalogne vaut-elle une crise de gouvernement... en Belgique ? On n'ira sans doute pas jusque-là. Le top de la N-VA a obtenu ce qu'il cherchait : don-

ner des gages à sa base indépendantiste que la N-VA n'est pas devenue si belge que qu'elle en oublierait ses aspirations fondamentales et lâcherait ses amis catalans. Après tout, Theo Francken dira qu'il n'a fait que répondre à une question technique sur une demande d'asile en Belgique d'un citoyen de l'Union européenne et gageons que les ministres de la N-VA n'iront pas défier davantage Charles Michel en cachant Carles Puigdemont dans les sous-sols de leurs ministères. Si une demande d'asile est déposée et étudiée, ce n'est plus du ressort de Theo Francken, mais du Commissariat général aux réfugiés qui jugerait de ce dossier en toute indépendance...

Il n'y a toutefois pas l'ombre d'une chance de voir le leader catalan, ou certains de ses ministres, obtenir le statut de réfugié chez nous, ce qui représenterait un véritable séisme diplo-

matique pour le gouvernement Michel, puisque cela sous-entendrait quelque part que l'Espagne n'est plus un État de droit. Mais même sans cela, la situation actuelle est déjà embarrassante pour notre Premier ministre, sa sortie très mesurée et ses silences de ces dernières 48 heures en disant long sur son malaise. Le simple fait qu'un dossier de demande d'asile soit étudié chez nous, même en extrême urgence, comme c'est le cas pour tout citoyen de l'Union européenne qui en introduit un, mettrait une pression infernale sur les épaules de Charles Michel.

Comment peut-il rétablir son autorité ? En Belgique et en Europe. Lui qui a déjà provoqué les foudres de Madrid, pour avoir été le seul leader de l'Union européenne (avec son alter ego slovaque) à condamner l'intervention rude de la police dans les rues de Barcelone le di-

manche du référendum. En faisant sauter le fusible Francken ? Ce serait sans doute la solution... Si elle ne menait pas à une véritable crise interne. À défaut de remède de cheval, il est donc condamné à recadrer encore et encore son secrétaire d'État, à éteindre le feu en interne et à s'appuyer sur ses collègues européens pour favoriser une sortie de crise en Catalogne, sans donner l'impression de faire cavalier seul, même si c'est malgré lui et si c'est la N-VA qui aiguillonne son cheval. Il lui reste à espérer que Carles Puigdemont abandonne finalement l'idée, qu'on lui prête, de demander l'asile à la Belgique. Cela serait sans aucun doute aussi un soulagement pour le roi Philippe. Il y a fort à parier, sinon, que les relations historiquement bonnes entre les maisons royales d'Espagne et de Belgique connaîtraient un refroidissement assez brutal... ●

Qui est Carles Puigdemont

Fils de pâtissier, devenu patron de presse puis président

Carles Puigdemont, 54 ans, c'est d'abord... une fameuse chevelure, dense et noire. Il y a une explication : victime d'un accident de voiture en 1983, il laisse sa frange tomber sur le front pour cacher plusieurs cicatrices.

Mais quel homme se cache derrière ce look ? Carles Puigdemont est issu d'une famille nombreuse d'Amer (Catalogne) : il est le 2^e de 8 enfants et sa famille travaillait dans la pâtisserie. Il est marié à une journaliste roumaine, Marcela Topor. Ils ont deux filles et vivent à Gérone.

En 1981, il participe à la refondation de la Jeunesse nationaliste de Catalogne, au sein de la Convergence démocratique de Catalogne (CDC). Il entame des études de philologie catalane à l'université de Gérone, mais ne les termine pas. Il préfère se lancer dans le journalisme. Le petit correspondant local devient rédac chef du journal « El Punt ». En 1993, il s'offre une année sabbatique pour un voyage à travers l'Europe. Il en écrit un bouquin sur la façon dont la presse internationale perçoit la Catalogne. Dans les années 90, avec le support d'internet, il crée une agence de presse catalane, l'Agència Catalana de Notícies (ACN), dont il devient le directeur jusqu'en 2002. Il dirige ensuite la revue anglophone « Catalonia Today », qui contribuera à sa notoriété. Il fonde ensuite un blog journalistique consacré à sa région. Directeur de la maison de la

culture à Gérone sous une majorité socialiste, il devient maire de Gérone en 2006 et est élu député pour la première fois au parlement catalan, la même année.

On lui prête des intentions indépendantistes depuis longtemps. Mais en 2012, on le soupçonne d'avoir utilisé de l'argent public pour affréter des trains spéciaux pour la manifestation « La Catalogne, nouvel État d'Europe ». En 2015, il est réélu au parlement catalan au sein de la coalition indépendantiste « Ensemble pour le oui ».

MÊME PAS PEUR DU ROI

L'homme n'a peur de rien, même pas du Roi. En tant que maire de Gérone, il demande en 2014 que Leonor, la fille du nouveau roi Felipe VI, n'utilise pas le titre de princesse de Gérone, qui devrait lui revenir en tant qu'héritière du trône d'Espagne.

En janvier 2016, Carles Puigdemont devient président de la Généralité de Catalogne : il succède à Artur Mas, mis en cause dans des détournements de fonds.

Il promet de tenir les engagements de son prédécesseur : proclamer l'indépendance de la Catalogne dans les 18 mois. Lors de sa prestation de serment, il jure fidélité « à la volonté du peuple de Catalogne représentée par la Parlement », et omet volontairement de faire référence au Roi et à la Constitution. ●

F. DE H.

Demandes

Asile : 40 à 100 Européens/an

Chaque année, entre 40 et 100 ressortissants de l'Union européenne demandent l'asile en Belgique (sur un total de 16.000 à 44.000 demandes). Toutes sont refusées. Être membre de l'Union européenne suppose le respect des droits de l'homme, il est donc très difficile pour un demandeur d'asile européen de prouver la moindre « persécution ». « Ces demandes n'ont rien à voir avec l'asile », explique Dirk van den Bulck, commissaire au Commissariat général aux réfugiés et aux apatrides (CGRA). « C'est par exemple une personne qui estime avoir été mal soignée dans un hôpital... » Chaque dossier est cependant examiné. Pendant ce temps, (1 à 2 mois en procédure accélérée), le demandeur d'asile peut séjourner dans un centre Fedasil où il est nourri, blanchi, logé... ●

F. DE H.

Ses parents ont fui l'Espagne

J. Fernandez : « On frôle l'indécence ! »

La députée fédérale liégeoise PS Julie Fernandez Fernandez, dont les parents espagnols (Asturies) ont trouvé refuge en Belgique dans les années 60 pour fuir le régime franquiste, est démontée. « Je suis les infos à la télévision espagnole et ils ouvrent leur journal avec la tête de Theo Francken, qu'ils présentent comme un homme qui fait la fête avec d'anciens collabos nazis. Voilà l'image de la Belgique ! S'il se confirme que Puigdemont est à Bruxelles et qu'il a vu des membres de la N-VA et du gouvernement, il faut que Charles Michel réponde enfin à nos questions. Il doit dire s'il soutient l'unité espagnole ou s'il soutient ses amis sépa-

ratistes de la N-VA ! »

La socialiste liégeoise affirme que le référendum catalan n'est pas constitutionnel. Elle ne comprend pas que Theo Francken puisse accepter que Puigdemont demande l'asile à notre pays. « Je ne savais pas que l'Espagne n'était plus sur la liste des pays sûrs », ironise-t-elle en reprenant les propos souvent tenus par le secrétaire d'État à l'Asile. « Va-t-on fouiller le GSM de l'intéressé comme cela se fait désormais avec les autres demandeurs d'asile ? On va sans doute lui épargner de dormir au parc Maximilien ! Par rapport aux vrais réfugiés, on frôle l'indécence et l'indignité en terme d'asile et d'accueil ! »

F. DE H.

Ils ne se sentent pas menacés

Plus de 5.000 Belges en Catalogne

300.000 manifestants selon la police, un million selon la préfecture, scandaient dimanche leur soutien au gouvernement espagnol dans les rues de Barcelone. Une manifestation dans le but de contrer celles des séparatistes.

Depuis le 1^{er} octobre dernier, les deux camps s'opposent. Et au centre, les centaines de Belges expatriés. Sur le territoire espagnol, ils sont plus de 32.000 à avoir posé leurs valises au soleil. À elle seule, la Catalogne abrite 5.386 Belges actuellement. Parmi eux, François Coune. Originaire de la région liégeoise, le jeune homme a tout quitté il y a 3 mois, pour travailler dans une société espagnole non loin de Barcelone. Selon lui, les unionistes sont plus nombreux que les indépendantistes.

« Même ceux qui sont pour l'indépendance ne souhaitent pas que cela se passe sous cette forme. Ils veulent qu'un dialogue s'instaure. La plupart de ceux qui sont pour

l'union du pays n'ont pas été voter le 1^{er} octobre. Il n'y a que 40 % des Espagnols qui se sont déplacés », analyse-t-il. François Coune espère que cette situation ne portera pas à conséquence sur son emploi mais rien n'est moins sûr. « Il y a déjà plus de 1.000 entreprises qui ont déplacé leur siège social de Barcelone vers Madrid. Le

processus risque de s'accroître et c'est très négatif pour la Catalogne. Mon entreprise ne compte pas se délocaliser pour l'instant, mais on ne sait pas dans quelle mesure ça peut mal tourner », s'inquiète le jeune homme.

LES BELGES BIEN PERÇUS

Moins d'inquiétude du côté de Serge Oger, installé à l'Escala avec son épouse depuis bientôt un an. « Il y a énormément d'indépendantistes ici et nous les soutenons. Ils sont tellement accueillants, on ne peut qu'être avec eux ! Le nord de Barcelone est favorable à la séparation. Il suffit de se balader pour voir des fanions

catalans partout et ce n'est pas d'aujourd'hui », détaille-il, fier malgré tout, d'assister à un événement historique. « Hier, j'ai passé la journée avec d'autres

Belges expatriés et si la situation ne change rien pour nous, on est de mieux en mieux perçu. La sortie de Theo Francken qui se dit prêt à accueillir en Belgique le président catalan destitué Carles Puigdemont, c'est une fierté pour eux », se réjouit notre compatriote.

S'il explique que les manifestations catalanes restent plus pacifiques que les nôtres, Serge Oger ressent tout de même une certaine crainte de répression. « Il y a plus de mouvements policiers que d'habitude. Notamment aux abords des villes. Des barrages routiers sont mis en place pour fouiller les voitures ». Une situation toutefois sous contrôle selon l'ambassade de Belgique à Madrid qui ne déplore aucune plainte des expatriés belges. ●

FANNY JACQUES